Peacebuilding for Sustainable Reintegration and

Sustainable Reintegration for Peace in Burundi.

Increasing protection, resilience and social cohesion at community level in the major areas of return to support the sustainable reintegration of returnees in Burundi and promote peace

Rapport de visite conjointe de suivi des réalisations sur terrain

1. Introduction

a. Contexte et justification

A la demande de la coordination du projet conjoint, Réintégration durable pour une paix durable au Burundi, et sur invitation de l'UNHCR (Agence lead), une mission conjointe (UNHCR, UNDP, UNFPA, FAO, le ST-PBF, la Direction Générale de la Réinstallation et Réintégration des Rapatriés et des Déplacés de Guerre (DGRRR) ainsi que les ONGs partenaires d'exécution) s'est rendue dans les communes de Busoni, Giteranyi, Gisuru et Kayogoro pour apprécier le niveau de réalisations du projet. Celui-ci a été initié pour apporter une réponse effective aux besoins de réintégration de milliers de Burundais rapatriés de la Tanzanie, dans le but de leur réintégration durable et d'une cohésion sociale effective dans les communautés qui les accueillent. Le processus de rapatriement volontaire des réfugiés burundais dans ce pays a été enclenché en Septembre 2017, dans un contexte tel que les communautés de retour ou d'accueil auraient eu suffisamment de mal à accommoder les personnes rapatriées si un appui supplémentaire ne leur avait été apporté pour faciliter leur réintégration.

En dépit du retard accusé dans le lancement officiel de ce projet (il aurait dû débuter en janvier 2018 pour prendre fin en juin 2019, mais le lancement officiel a eu lieu en juillet 2018), plusieurs activités ont été mises en œuvre dans les 4 communes ci-haut citées ; les partenaires de mise en œuvre travaillant avec les autorités provinciales, communales, collinaires ainsi qu'avec les bénéficiaires

Séance d'échanges entre partenaires de mise en œuvre et bénéficiaires

La mission qui s'est déroulée du 15 au 19 avril 2019 dans les communes couvertes par le projet faisait suite à des rencontres de coordination, à la production de rapports d'activités et à d'autres missions de suivi initiées au niveau individuel de chacune des agences partenaires au projet ; elle visait essentiellement à apprécier le niveau de réalisation des activités, les défis et les leçons apprises, ainsi qu'à recueillir des témoignages des acteurs locaux sur le terrain. Sous la coordination de la Direction Générale du rapatriement, de la Réinstallation et de la Réintégration des rapatriés et des Déplacés de Guerre (représenté par le Directeur de la Réintégration) et de l'UNHCR, les participants (UNDP, FAO, les ONGs comme JRS, Caritas, Spark/BBN, COPED, WV, Food For Hungry, RBU 2000, SOPRAD, Food for Hungry, ODDEDIM Muyinga, HCB (Help Channel Burundi, etc) à la mission ont parcouru toutes les 4 communes du projet. Le ST-PBF a également accompagné la mission. Avant de se rendre sur le terrain, des visites aux autorités provinciales et communales étaient effectuées et des échanges sur une vue d'ensemble des réalisations étaient engagés. Sur les collines, les réalisations ont été visitées et des entretiens menés avec les bénéficiaires du projet ; et tout ceci dans la bonne ligne des objectifs et des résultats attendus de la mission conjointe.

b. Objectifs de la mission

Les objectifs de la mission sont les suivants :

- Apprécier les réalisations dans le cadre du projet
- Recueillir les témoignages des acteurs sur le terrain (les bénéficiaires, les membres de la communauté et les autorités)
- Identifier et documenter des cas de succès
- Identifier les défis et les risques pour la suite des activités du projet

c. <u>Résultats attendus</u>

- Le niveau de réalisation du projet, dans toutes ses composantes est connu.
- Des témoignages sont collectés
- Les leçons apprises et les meilleures pratiques sont documentées
- Les défis sont identifiés et des solutions proposées pour les relever

2. Déroulement de la visite conjointe

a. Localités visitées

Les localités ayant été visitées pas la mission conjointe sont les 4 communes cibles du projet, identifiées au départ comme étant les communes accueillant le plus grand nombre de rapatriés. Il s'agit des communes suivantes : Busoni, Giteranyi, Gisuru et Kayogoro

Cette femme de Gisuru a réussi son commerce

b. Personnes rencontrées et synthèse des échanges

- Administratifs
  - ✓ Gouverneurs de province

Les Gouverneurs ont été disponibles pour recevoir les participants à la mission, ce qui a, non seulement permis de comprendre le niveau d'appréciation de nos réalisations par les autorités, mais également, permis l'accès facile aux administrateurs communaux et aux bénéficiaires.

A Kirundo, Mr. Alain Tribert Mutabazi, a accueilli la mission dans son bureau. Ce gouverneur a exprimé sa satisfaction et en même temps partagé ses préoccupations. Des réalisations palpables lui ont été rapportées, a-t-il dit, mais il souhaite plus de collaboration avec certains partenaires d'exécution. Le Gouverneur de Kirundo salue l'appui des Agences du Système des Nations Unies mais regrette en même temps que des interventions finissent souvent en laissant derrière elles multiples besoins. Qu'une seule commune ait été ciblée parmi tant d'autres affectées par la crise humanitaire par exemple constitue une autre préoccupation pour le gouverneur, qui a souhaité que la main d'œuvre et l'expertise locales soient prises en compte dans la réalisation du projet (cas des infrastructures construites par des entreprises privées). Il estime que celui-ci n'a pas contribué à créer suffisamment d'emplois pour la population de la localité.

Par contre la satisfaction est totale du côté sud du pays. Mr. Gad Niyukuri, gouverneur de Makamba l'a exprimé : ''je suis très satisfait des réalisations du projet, aussi la collaboration avec les intervenants sur le terrain est très bonne. Ils viennent dans mon bureau et nous échangeons sur l'état des lieux. Vraiment je suis satisfait''. Le gouverneur de Makamba se souvient du jour du lancement des activités du projet. ''J'étais sur place dans les locaux du HCR le jour du lancement des activités du projet. La Représentante du HCR a dit que la réussite du projet pourrait susciter d'autres financements'', a dit Niyukuri, qui exhorte les Agences à mobiliser encore plus de financement pour initier d'autres projets : ''Nous avons beaucoup de rapatriés dans notre province, mais une seule commune a été ciblée. Nous voudrions que d'autres communes aussi soient concernées et que la réintégration durable des rapatriés soit une réalité dans toute la province. Le Gouverneur et le Directeur de la réintégration (qui fut administrateur de Nyanza-Lac, une des communes de la province Makamba) ont rappelé un projet qui avait eu du succès et dont l'approche pourrait inspirer les autres projets. Il nous a alors référés à l'administrateur communal de Kayogoro qui, selon lui, est quotidiennement proche des activités et des acteurs pour plus de détails sur les réalisations du projet en cours.

  - ✓ Appréciations des administrateurs communaux

Globalement les administrateurs communaux sont aussi satisfaits des réalisations du projet et des intervenants dans la mise en œuvre. Tout particulièrement l'administrateur de Kayogoro. Ce responsable a aussi participé aux travaux de lancement des activités du projet à Bujumbura aux côtés du Gouverneur de la province du ressort de sa commune. Est-ce peut-être la raison pour laquelle il fait un suivi rapproché des activités dont il semble maitriser tous les aspects. Après avoir mis en relief les réalisations et les approches de mise en œuvre des

activités du projet dans sa commune, Monsieur l'administrateur déclare avoir la seule préoccupation : la distribution du cash aux bénéficiaires des subventions directes aurait due être faite en présence des administratifs ; des fois, a-t-il continué, certains bénéficiaires ont besoin d'un encadrement et des conseils dans l'utilisation des sommes reçues.

Du côté de Gisuru, l'administrateur communal tient le même langage de satisfaction et de remerciements à l'égard des promoteurs du projet. Cette autorité partage la joie avec son conseiller qui a suivi de bout à bout le déroulement des activités. Ils apprécient également la collaboration avec les partenaires de mise en œuvres avec lesquels ils se déplacent des fois ensemble pour encadrer les populations cibles. Même son de cloche que pour les autres administrateurs communaux, la mobilisation de plus de fonds par les humanitaires est souhaitable pour initier d'autres projets encore, afin de toucher le plus grand nombre de rapatriés, mais bien évidemment d'autres populations dans le besoin.

Le discours est par contre moins intéressant à Busoni malgré quelques très bonnes réalisations du projet dans la commune. En effet, l'administrateur qui était là au début (elle vient d'être remplacée pour mauvaise performance) n'a fait que mettre des bâtons dans les roues des intervenants dans les activités. Sa collaboration laissait à désirer. Il semblerait même, d'après certaines langues qu'elle aurait pesé dans le ciblage des bénéficiaires afin que les populations hôtes (celles de son choix là- aussi) soient privilégiées et ceci se confirmerait par la composition de certains groupements associatifs en AGRs.

Le nouvel administrateur semble arriver avec beaucoup plus de dynamisme et de compréhension et promet plus de collaboration et de communication avec les acteurs sur terrain afin de relever le défi.

- ✓ Conseillers des gouverneur et administrateur

Le gouverneur de Muyinga et l'administrateur de Giteranyi se sont fait représenter par leurs conseillers (principal pour le gouverneur et économique pour l'administrateur). Leurs déclarations par rapport aux réalisations du projet étaient élogieuses. Pour le Conseiller Principal du gouverneur de Muyinga qui avait été aux cérémonies de lancement officiel du projet à Bujumbura, la seule plainte formulée est le manquement de certains partenaires de mise en œuvre aux exigences de rapportage de l'état d'avancement de leurs activités. L'amélioration de la communication est à tous les niveaux nécessaire : entre les partenaires et l'administration mais également entre les administratifs eux-mêmes aux différents échelons.

- ✓ Chefs de zone

Le seul chef de zone rencontré est celui de zone Murore de la commune Busoni. C'est dans cette zone que les réalisations du projet sont les plus visibles dans cette commune. De quoi réjouir ce chef de zone tout discret et humble qu'il est. Salle de lecture et d'animation culturelle (CLAC), terrains modernes de jeux (Basket-ball et volley-ball), diverses AGRs dont l'élevage de porcs que nous avons visités (colline Rurira), de quoi enthousiasmer le chef de zone et les populations bénéficiaires.

AGRs : Elevage de porcs dans Busoni (colline Rurira) **Les participants à la mission à Giteranyi**

- ✓ Direction Communale de l'Education à Giteranyi (DCE)

De même, le responsable de la DCE avait accompagné le conseiller de l'administrateur à Giteranyi, afin de témoigner de la remise de kits scolaires aux écoliers indigents et rapatriés dans les écoles de la place. Il est aussi énormément ravi de cette assistance qui a permis à certains écoliers indigents de retrouver une fois encore le chemin de l'école avec le sourire.

- ✓ Bénéficiaires

Les bénéficiaires du projet sont plus que contents des interventions de celui-ci. '' Nous remercions les bienfaiteurs qui nous ont permis d'améliorer nos conditions de vie. Avec l'argent qu'on m'a donné, j'ai pu particulièrement m'acheter 3 chèvres (une a déjà mis bas); j'ai en même temps acheté un porc et un champ de manioc que je vais récolter plus tard'', disait une veuve de la commune Kayogoro en province Makamba.

Sur le marché de Gisuru/Ruyigi, une femme qui a reçu cinq cent mille francs (500 000FBU) les a investis dans le commerce. Elle achète des denrées (surtout alimentaires) et les revend avec du bénéfice. La seule difficulté qu'elle a pour le moment est relative aux distances qu'elle doit parcourir de la maison vers les marchés. Elle déclare : ''Moi retourner en exil en Tanzanie ? Celui qui oserait me le dire, je le considérerais comme mon pire ennemi.'' C'est le cas de plusieurs autres bénéficiaires qui se sont regroupés autour d'AGRs multiformes afin d'essayer de capitaliser et rationnaliser les acquis du projet, y compris après le retrait des humanitaires.

3. Résultats

Au regard des témoignages récoltés auprès des administratifs, des bénéficiaires et des partenaires au projet, il est manifeste que le projet est bien assis au sein des communautés bénéficiaires et ce grâce aux diverses réalisations.

- Projets à impact rapide (QIPs) qui offrent un emploi temporaire aux rapatriés et autres vulnérables : latrines améliorées, réhabilitation de classes à Muyinga, latrines écologiques qui produisent du fumier (une innovation), des salles polyvalentes, des terrains de jeux, des pistes rurales réhabilitées ainsi que diverses AGRs (salon de coiffure, petit élevage, petit commerce, agriculture innovante en milieu rural), formation en entreprenariat, formation en leadership et cohésion sociale (leaders communautaires), formation en Protection, Droits de l'enfant, lutte contre les Violences basées sur le genre, sensibilisations sur la cohésion sociale et organisation de championnat de football au sein des communautés, distribution des kits scolaires aux écoliers indigents et des kits de dignité à des femmes et filles d'un certain âge, l'aide légale apportée aux indigents, appui financier direct à des femmes vulnérables….autant de réalisations visibles et appréciées par les administratifs et les populations.

Salle double pour les activités socio-culturelles (Busoni)

4. Leçons apprises

- Globalement les réalisations du projet sont appréciées par les autorités et les bénéficiaires ; toutefois disent-ils, la cible est trop minime par rapport aux personnes dans le besoin. Fort heureusement, Même si cela n'est pas généralisé (le souhait étant qu'il y ait des améliorations), des groupements/associations déjà existants dans les zones de retour des rapatriés intègrent ceux-ci en leurs seins ;

- Pour les projets à impact rapide (QIP) surtout la construction/réhabilitation des infrastructures, la main d'œuvre est mixte (Rapatriés-membres de la communauté hôte). Ils contribuent à la consolidation de la paix à 2 niveaux :

le renforcement des interrelations et des interactions par le travail commun d'une part, mais aussi l'exploitation rationnelle de ces infrastructures par le plus grand nombre de personnes de la communauté.

- La collaboration avec les autorités a été bonne, bien qu'à certains endroits, des contraintes ont été observées. Mais là aussi, les parties prenantes se sont assises ensemble et des solutions ont été vite trouvées. Globalement les réalisations du projet sont appréciées par les autorités et les bénéficiaires ; toutefois disent-ils, la cible est trop minime par rapport aux personnes dans le besoin. Fort heureusement, ils comprennent que les moyens sont limités pour venir à bout de cette énormité des besoins
- Les groupements d'AGR sont déjà créés sur base de l'épargne faite lors des travaux HIMO et nécessitent un appui rapide et un suivi (fonds de soutien) car le projet devrait se terminer le 30 juin 2019 ;
- La faible prise en compte du genre dans les travaux HIMO et dans la création des groupements nécessite un plaidoyer ;
- L'invitation des administratifs au lancement du projet a été un facteur d'appropriation et d'établissement d'un cadre de collaboration avec les agences récipiendaires et les partenaires de mise en œuvre. Il est intéressant de les entendre quand ils disent qu'ils savent tout du projet pour avoir été impliqués dès le départ ;
- L'implication du ministère dans la visite conjointe est aussi un avantage : le Directeur chargé de la réintégration à la DGRRR qui a suivi la visite a facilité le contact avec les gouverneurs et les administrateurs des provinces et des communes visitées. Il intervenait même souvent pour clarifier le rôle des autorités dans ce domaine
- Nécessité d'instaurer un cadre d'échanges des ONGs partenaires de mise en œuvre d'un projet conjoint à l'instar du projet visité

5. Défis, contraintes

- Coordination, collaboration et communication entre l'administration et les partenaires au projet

  Dans certaines localités (comme à Busoni par exemple) les administratifs ont imposé leurs quotas. Des fois ils ont même freiné les activités des partenaires sur le terrain. La situation est même allée jusqu'à décourager la participation des femmes dans les activités du projet. Bien heureusement, la raison a prévalu, les administratifs se sont assis ensemble avec les partenaires de mise en œuvre et les activités ont continué ; tant bien que mal, bien évidemment.
- Les communautés hôtes ne comprennent pas encore pourquoi les rapatriés sont assistés alors que leurs membres ne le sont pas. Certains arrivent à dire qu'ils vont plier bagages et s'exiler pour retourner au Burundi afin de bénéficier eux-aussi de l'assistance. Cette attitude n'est pas de nature à favoriser la cohésion sociale et devrait être combattue à travers les sensibilisations.

- Les besoins sont énormes (effectifs élevés de rapatriés) mais les moyens de répondre sont limités. Le ciblage des bénéficiaires était donc problématique.

- Lors de la formulation du projet et de l'identification de la cible, on n'a pas établi de quotas entre les rapatriés et les autres vulnérables de la communauté hôte qui devraient bénéficier de l'assistance. Cette lacune a favorisé des spéculations ; les administratifs ont pour la plupart préféré plus de vulnérables des communautés hôtes que de rapatriés. Pour eux les rapatriés sont déjà assistés à l'arrivée, il faut que les communautés hôtes le soient également ;

- le climat n'a pas non plus été toujours clément si bien que les bénéficiaires des intrants agricoles ont raté des saisons, ce qui a eu un impact sévère sur la sécurité alimentaire sur le plan global. Il en est de même des pépinières de boisement qui ont souffert

Champ d'un bénéficiaire d'intrants agricoles (Gisuru)

Conclusion

Les appréciations sur les réalisations du projet de réintégration durable des rapatriés et de cohésion sociale mise en œuvre dans les 4 communes (Busoni, Giteranyi, Gisuru et Kayogoro) prouvent à quel point l'appui à l'administration et aux populations indigentes est nécessaire et bénéfique à bien des égards. Non seulement il permet l'amélioration des conditions de vie des populations grâce à la facilité d'accès aux services sociaux de base, mais également le renforcement des interrelations et des interactions entre les membres de la communauté. Le regroupement autour des activités génératrices de revenus d'une part et la participation à la vie communautaire d'autre part à travers des séances de sensibilisation sont de nature à renforcer les liens entre les membres de la communauté. Il est dès lors important que les administratifs s'approprient et capitalisent les acquis, qui peuvent le cas échéant leur faciliter la mobilisation d'autres fonds, ou alors les rationaliser et les étendre sur les autres populations des communautés d'accueil. Certaines recommandations pourraient, s'elles

étaient mis en œuvre, aider les parties concernées à avancer dans ce sens, au lieu de toujours tourner les yeux vers les humanitaires.

6. Recommandations

Aux autorités/administratfs

- Encourager le mouvement associatif inclusif (populations hôtes et rapatriés) dans les zones de retour pour encourager la cohésion sociale
- Encourager les groupements/associations existants au sein des communautés hôtes à intégrer les rapatriés et les appuyer matériellement et/ou financièrement en visant toujours la cohésion entre membres de ces groupes
- Intensifier les formations sur l'entreprenariat avec l'objectif de susciter de nouvelles visions des bénéficiaires à se projeter dans l'avenir en améliorant leurs façons de voir et de faire
- Sensibiliser les communautés hôtes pour un bon accueil et une bonne réinsertion des rapatriés en leurs seins en les amenant à comprendre que les raisons/motifs du déplacement sont individuelles et toujours fondées
- Sensibiliser davantage les femmes (cas de Busoni) pour s'impliquer dans les activités du projet ;
- Faire des réunions provinciales de coordination des partenaires, des cadres d'échanges sur les projets appuyés par le PBF

Administratifs et partenaires

- Améliorer la coordination, la communication et le rapportage entre les administratifs et les acteurs sur terrain d'une part, et les administratifs entre eux à des niveaux hiérarchiques différents, d'autre part.
- Impliquer les administratifs dans la formulation des projets à mettre en œuvre sur le terrain et se référer autant que faire se peut au Plan Communal de Développement Communautaire
- Impliquer très fortement les autorités et les populations (surtout bénéficiaires) dans la mise en œuvre des projets en les amenant à s'en imprégner afin qu'à la fin des interventions du projet les acquis puissent être pérennisés

Aux Agences des Nations Unies/humanitaires

- Revoir à la hausse la cible dans la mesure du possible (communautés et populations hôtes) lors de projets ultérieurs
- Prendre en compte les expertises locales lors des recrutements de la main-d'œuvre
- Encourager les autorités à mobiliser elles-mêmes les ressources pour continuer les activités de cohésion sociale
- Collaborer avec les partenaires de mise en œuvre et faire une visibilité des réalisations incluant le Logo PBF

Aux partenaires de mise en œuvre

- il est aussi utile pour les partenaires de mise en œuvre sur le terrain de créer des synergies à travers la mise en place de mécanismes de coordination, de collaboration et de communication.
- Les ONGs partenaires dans la mise en œuvre du projet devraient profiter des réunions provinciales de coordination pour communiquer sur les progrès et les contraintes du projet

- Aussi il leur faut assurer la visibilité des réalisations et la collecte des témoignages pour documenter les rapports mandataires

Ces latrines écologiques produisent en même temps de la fumure (une innovation/Giteranyi)

Bujumbura, 02 mai 2019
L'Agence lead (UNHCR)